

Plan d'action contre la grippe aviaire

Les gouvernements et les agences des Nations Unies ont élaboré un plan d'action mondial en six points pour éviter une pandémie dévastatrice de grippe aviaire, qui, selon la Banque mondiale, pourrait coûter 800 milliards de dollars à l'économie mondiale si elle se produisait. Il s'agit de circonscrire l'infection chez les animaux et, en même temps, de limiter le risque de pandémie humaine. Les pays recevront des aides par l'intermédiaire de la Banque mondiale et de la Banque asiatique de développement pour financer les mesures préventives. Principaux points :

- **contrôle des oiseaux à la source** : amélioration des services vétérinaires, des capacités d'intervention en urgence et des mesures de lutte (abattage, vaccination et compensation), et aide aux pays pour freiner l'infection des animaux.
- **surveillance** : renforcement des systèmes de détection avancée et de réaction rapide pour la grippe animale et humaine, et renforcement des capacités des laboratoires.
- **endiguement rapide** : formation à l'examen des cas de contamination humaine et animale individuels et de groupes, et planification et essai des mesures d'endiguement rapide.
- **préparation à la pandémie** : élaboration et essai de plans nationaux de préparation au risque de pandémie, réalisation d'un exercice d'intervention à l'échelle mondiale, amélioration des systèmes de santé, et formation des cliniciens et des gestionnaires de santé.
- **plans nationaux intégrés** : élaboration de plans nationaux regroupant tous les secteurs en vue d'un soutien technique et financier coordonné.
- **communication** : communication factuelle et transparente, surtout concernant les risques, ce qui est essentiel à l'efficacité des autres éléments.

«De nombreux pays où la maladie est endémique ont déjà pris des mesures, mais ils sont dépassés par la situation et ont besoin d'une aide d'urgence», a déclaré récemment Louise Fresco, Sous-Directrice générale de la FAO. «La lutte contre l'infection des animaux est fondamentale si nous voulons réussir à limiter le risque de pandémie humaine.»



Vaccination de la volaille en Chine.

La fracture numérique nuit à la croissance

Selon le Rapport 2005 de la CNUCED sur l'économie de l'information, les pays en développement d'Afrique, entre autres, sont moins concurrentiels parce que leurs entreprises ont du mal à accéder à l'Internet. Si le nombre d'internautes a considérablement augmenté dans quelques régions pauvres, l'écart entre pays développés et pays en développement reste globalement très prononcé. Ainsi, alors que 89 % des entreprises de l'Union européenne sont connectées à l'Internet, la proportion n'est que de 5 % à l'île Maurice et de 9 % en Thaïlande.

Le tourisme est l'un des secteurs dans lesquels les pays en développement pourraient bénéficier économiquement de l'Internet, notent les auteurs du rapport, car nombre de voyages sont aujourd'hui planifiés, réservés et réglés directement par voie électronique. Les services bancaires et le commerce électronique sont aussi des secteurs de croissance.

La désertification en Afrique

Les gouvernements africains et les donateurs ont lancé un plan ambitieux de lutte contre la désertification, qui engendre des pénuries alimentaires chroniques et menacent de déplacer des millions de personnes au cours des décennies à venir. Le partenariat *Terrafrica* vise à mobiliser au moins 4 milliards de dollars en douze ans pour favoriser l'échange d'idées sur les moyens de combattre l'érosion des sols, ont annoncé les responsables réunis au Kenya en octobre. L'ONU estime que 65 % des 800 millions d'Africains sont concernés par l'érosion des sols, surtout dans les zones qui ont été déboisées pour faire place à l'agriculture et au surpâturage.

Travailler plus longtemps

Les ministres de l'emploi des pays industrialisés ont décidé qu'il fallait encourager davantage les travailleurs âgés à rester actifs. Si rien n'est fait, le nombre de retraités va augmenter considérablement au cours des décennies à venir, alors que le nombre d'actifs va stagner. Dans les pays européens, on s'attend à ce que, d'ici à 2050, il n'y ait qu'un actif pour chaque retraité, ce qui mettra à mal les systèmes de retraite et alourdira la pression fiscale pour la population active. Réunis en octobre à Bruxelles, les ministres ont dit qu'il fallait désormais décourager les retraites anticipées et encourager les employeurs à garder ou engager les travailleurs âgés.

ÉVÉNEMENTS PRÉVUS POUR 2006

25–26 janvier, Davos, Suisse

Forum économique mondial, «Maîtriser notre avenir»

10–11 février, Moscou, Russie

Réunion des ministres des finances du G-8

16–18 février, Vilamoura, Portugal

Conférence mondiale sur la responsabilité sociale

27–29 mars, Bonn, Allemagne

Troisième conférence internationale sur les systèmes d'alerte rapide en cas de catastrophe naturelle

3–5 avril, Belo Horizonte, Brésil

Assemblée annuelle de la Banque interaméricaine de développement

5–6 avril, São Paulo, Brésil

Forum économique mondial sur l'Amérique latine

22–23 avril, Washington, États-Unis

Réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale